

ACORE

CHEMIN DE ST LAMBERT
ACTIPARC II - BAT A
13821 LA PENNE SUR HUVEAUNE

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2024

- *Bilan actif-passif*
- *Compte de résultat*
- *Annexe*

Fiduciaire A.C.E.
*434 Allée François Aubrun
Le Triangle Vert Batiment 2
13100 Le Tholonet
+33 4 42 38 89 41*

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	2 400	2 400				
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	2 575	2 575		129	129	100.00
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres						
	Total I	4 975	4 975		129	129	100.00
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	98 959		98 959	76 644	22 315	29.11
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	24 135		24 135	9 458	14 677	155.18
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	117 419		117 419	92 055	25 364	27.55
Comptes de Régularisation	Charges constatées d'avance (2)				326	326	100.00
	Total II	240 512		240 512	178 483	62 030	34.75
	Frais d'émission des emprunts (III)						
Comptes de Régularisation	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		245 487	4 975	240 512	178 612	61 901	34.66

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12		Exercice N-1 31/12/2023 12		Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres						
	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité						
	Autres						
	Report à nouveau	84 273		5 054		79 220	NS
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	72 505		79 220		6 715	8.48
	Situation nette (sous total)	156 778		84 273		72 505	86.04
	Fonds propres consommptibles						
	Subventions d'investissement						
	Provisions réglementées						
	Total I	156 778		84 273		72 505	86.04
	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
PROVISIONS	Fonds dédiés						
	Total II						
	Provisions pour risques						
DETTE (I)	Provisions pour charges						
	Total III						
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)						
	Emprunts et dettes financières diverses						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	27 885		26 759		1 126	4.21
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	55 849		59 347		3 499	5.90
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes			8 232		8 232	100.00
DETTE (II)	Instruments de trésorerie						
	Produits constatés d'avance						
	Total IV	83 734		94 339		10 604	11.24
	Ecarts de conversion passif (V)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	240 512		178 612		61 901	34.66

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations		10			10	
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	659	665	570	722	88 943	15.58
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation						
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	12	152	19	160	7 007	36.57
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits		9		5	4	82.65
Total I	671	836	589	886	81 950	13.89
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	265	805	185	286	80 519	43.46
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	2	812	2	479	334	13.46
Salaires et traitements	221	410	218	340	3 070	1.41
Charges sociales	90	069	89	499	571	0.64
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		129		1 221	1 092	89.44
Dotations aux provisions						
Reports en fonds dédiés						
Autres charges		3		39	36	92.12
Total II	580	228	496	863	83 365	16.78
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	91	608	93	023	1 415	1.52

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV				
2. Résultat financier (III-IV)				
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	91 608	93 023	1 415	1.52
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Total V				
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	451		451	
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Total VI	451		451	
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	451		451	
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	18 652	13 803	4 849	35.13
Total des produits (I+III+V)	671 836	589 886	81 950	13.89
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	599 331	510 666	88 665	17.36
5. EXCEDENT OU DEFICIT	72 505	79 220	6 715	8.48

ANNEXE

SOMMAIRE

Faits caractéristiques de l'exercice	X
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	

Principes et conventions générales	X
Permanence ou changement de méthodes	X
Informations générales complémentaires	X

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

Etat des immobilisations	X
Etat des amortissements	X
Etat des provisions	X
Etat des échéances des créances et des dettes	X
Evaluation des immobilisations corporelles	X
Evaluation des créances et des dettes	X
Charges à payer	X
Charges et produits constatés d'avance	X

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT

Rémunération des dirigeants	X
Ventilation de l'effectif moyen	X
Honoraires des commissaires aux comptes	X

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 240 512.28 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 671 836.12 Euros et dégageant un excédent de 72 504.96 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Suite à la décision du conseil d'administration en date du 19 janvier 2022, le taux de TVA appliqué sur les prestations est de 5.5%. Dans l'hypothèse d'un taux plein applicable sur l'exercice, le risque concernant les opérations 2023 est évalué à 82 k€ (hors majoration, pénalité et intérêt de retard). Aucune provision n'est comptabilisé et le risque se cumulant, le total du risque est actuellement de 142 K€ (pour mémoire, le risque de 2022 est évalué à 60 K€).

Continuité d'exploitation:

Le risque relatif au taux de TVA applicable aux prestations a fait naître une incertitude sur la continuité d'exploitation de l'association. En effet l'application du taux normal de TVA (versus 5,5 % actuellement) sur les prestations serait de nature à remettre en cause le modèle économique de l'association et sa solvabilité. Toutefois l'association avec le commissaire aux comptes ont initié des consultations qui pourraient aboutir à une exonération de TVA sur les prestations. C'est la raison pour laquelle l'association a estimé que l'utilisation du principe de continuité d'exploitation était approprié pour l'établissement des comptes.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'association ACORE a pour objet social :

- De promouvoir des actions visant à améliorer la qualité des soins et du prendre soin
- D'aider les professionnels de santé du secteur sanitaire et médico-social à accomplir leurs missions
- D'aider les professionnels de santé à l'application des bonnes pratiques professionnelles et des recommandations HAS en particulier
- De répondre aux besoins d'appui à la coordination des professionnels de santé, et plus largement de tous les acteurs du parcours de soins du patient
- De participer à tous travaux portant sur l'expérimentation de nouveaux modes de coordinations des soins ou l'évaluation de l'impact de la coordination mise en oeuvre sur le parcours des patients
- De participer directement ou indirectement aux actions déléguées par les pouvoirs publics
- D'organiser ou de porter des prestations de télé-médecine
- De gérer pour son compte ou le compte de ses adhérents, les ressources humaines, financières ou logistiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

ACORE a pour but de mettre en place une solution de télé-coordination médicale en EHPAD visant à :

- Améliorer les pratiques professionnelles
- Renforcer la sécurisation des soins
- Promouvoir la qualité et le confort de vie du résident.

Les finalités poursuivies par le déploiement du dispositif gravitent autour des axes stratégiques et opérationnels suivants :

- Participer au processus de préadmission en délivrant un avis médical sur l'adéquation des capacités et ressources de l'EHPAD à la situation du résident.
- Veiller, dans le cadre de la prise en soins, au respect des principes de la " Charte des droits et libertés de la personne accueillie " et des engagements du contrat de séjour, notamment s'agissant du point essentiel que constitue l'élaboration et la mise en oeuvre du PAP et de ses objectifs associés.
- Promouvoir la qualité et le confort de vie du résident, en inscrivant l'EHPAD dans une logique de prévention des risques associés à la perte d'autonomie.
- Renforcer les volets " organisation ", " continuité " et " sécurité " des soins à l'appui d'une concertation régulière et soutenue avec l'équipe soignante et la direction de l'EHPAD.
- Améliorer les compétences des professionnels par l'analyse des pratiques qui concourent notamment à la réalisation effective des missions règlementaires de l'EHPAD.
- Maintenir un socle minimal d'organisation des axes fondamentaux de la prise en soins : troubles psycho-comportementaux, prévention de la perte d'autonomie, nutrition-hydratation, chutes et contentions, douleur et accompagnement en fin de vie.
- Apporter le concours nécessaire à la définition et la mise en oeuvre du projet de soins de l'EHPAD et aux objectifs associés inscrits au CPOM.
- Élaborer un système d'indicateurs de suivi des bonnes pratiques professionnelles pour chacun des axes d'effort.
- Faciliter la préparation de la coupe Pathos et GMP grâce à la traçabilité imposée par la méthodologie du dispositif " @CORE-88 ".

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- Organiser l'audit annuel de maitrise des risques infectieux et médicamenteux.
- Coordonner, commenter et valider la production pluridisciplinaire du rapport d'activité médicale annuel avant envoi à l'ARS.
- Concourir à l'atteinte des critères du nouveau référentiel de l'évaluation externe HAS.

Les moyens employés sont les suivants :

- Une équipe composée de médecins télé-coordonateurs expérimentés et qualifiés en gériatrie
- Une direction médicale
- Une direction opérationnelle
- Des outils numériques de connexion à distance
- Une base de données constituée d'outils, de protocoles, de formulaires, de recommandations de bonnes pratiques, de supports de formation, etc.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	2 400		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	2 575		
TOTAL	2 575		
TOTAL GENERAL	4 975		

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			2 400	2 400
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			2 575	2 575
TOTAL			2 575	2 575
TOTAL GENERAL			4 975	4 975

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	2 400			2 400
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	2 446	129		2 575
TOTAL	2 446	129		2 575
TOTAL GENERAL	4 846	129		4 975

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Matériel de bureau informatique mobilier	1 29				
TOTAL	1 29				
TOTAL GENERAL	1 29				

Etat des provisions

Néant

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres créances clients	98 959	98 959	
Taxe sur la valeur ajoutée	10 585	10 585	
Débiteurs divers	13 550	13 550	
TOTAL	123 093	123 093	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	27 885	27 885		
Personnel et comptes rattachés	17 263	17 263		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	25 891	25 891		
Impôts sur les bénéfices	4 848	4 848		
Taxe sur la valeur ajoutée	5 159	5 159		
Autres impôts taxes et assimilés	2 688	2 688		
TOTAL	83 734	83 734		

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 896
Dettes fiscales et sociales	24 600
Total	29 496

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Charges et produits constatés d'avance

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Rémunération des dirigeants

Ci-dessous les rémunérations BRUTES les plus élevés des 3 cadres salariés:

- Mr PERRY: 67 938 euros
- Mme GONZALES: 39 753 euros
- Mme KNECHT: 30 335 euros

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	2
Agents de maîtrise et techniciens	1
Total	3

Equivalent temps plein

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 2040 euros HT, décomposés de la manière suivante :

- 2040 €HT honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes.



Société de Commissariat aux comptes
inscrite près de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence



ASSOCIATION POUR LA COORDINATION
REGIONALISEE EN EHPAD - @CORE
ACTIPARC II – BAT A
CHEMIN DE ST LAMBERT
13821 LA PENNE-SUR-HUVEAUNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES
ANNUELS


PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2024

83000 Toulon
97, avenue Vauban

83700 Saint-Raphaël
40, rue Boétman

83740 La Cadière d'Azur
Chemin du Bareveou

 commissaire
aux comptes

Commissaire aux comptes : Florence Valverdé - 04 94 46 43 40 - fvalverde@audit-expertise83.com

SARL au capital de 170 000€ - RCS TOULON 487 973 695

Sommaire

1 – Opinion	3
2 – Fondement de l'opinion.....	3
2.1 – Référentiel d'audit.....	3
2.2 – Indépendance	3
3 – Justification des appréciations	3
4 – Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux administrateurs.....	4
5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'association relatives aux comptes annuels.....	4
6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.....	4

Aux Membres de l'association,

1 – Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'assemblée générale ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association @CORE relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion émise ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe « Faits caractéristiques de l'exercice » portant sur la décision de gestion au regard de l'application du taux réduit de TVA et des éventuels impacts.

2 – Fondement de l'opinion

2.1 – Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 – Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3 – Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clé de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses au regard des risques.

Taxe sur la valeur ajoutée	Nous avons, à partir des documents transmis, et des informations portées par la direction, la gouvernance, et les conseils professionnels extérieurs, apprécié l'incidence du positionnement des décisions de gestion de la gouvernance concernant l'application de la TVA et sommes dans le suivi des actions menées auprès de l'administration fiscale.
Prestations et créances clients	Nous avons à partir des documents transmis, et de la discussion avec la direction et la gouvernance apprécié l'exhaustivité des prestations facturées et l'évaluation des créances clients.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

4 – Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux administrateurs.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut

raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Toulon, Le 18/07/2025

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
SARL ACMS

Représentée par Mme Florence VALVERDE
Commissaire aux Comptes – Associée Gérante





BILAN ACTIF



ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12		
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euro	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	2 400	2 400				
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	2 575	2 575		129	129	100.00
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres						
	Total I	4 975	4 975		129	129	100.00
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	98 959		98 959	76 644	22 315	29.11
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	24 135		24 135	9 458	14 677	155.18
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	117 419		117 419	92 055	25 364	27.55
	Charges constatées d'avance (2)				326	326	100.00
	Total II	240 512		240 512	178 483	62 030	34.75
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		245 487	4 975	240 512	178 612	61 901	34.66

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an



BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N/N-1 Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	84 273	5 054	79 220	NS
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	72 505	79 220	6 715	8.48
	Situation nette (sous total)	156 778	84 273	72 505	86.04
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	156 778	84 273	72 505	86.04
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés				
	Total II				
	Provisions pour risques				
DETTES (1)	Provisions pour charges				
	Total III				
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
DETTES (2)	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	27 885	26 759	1 126	4.21
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	55 849	59 347	3 499	5.90
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes		8 232	8 232	100.00
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance				
	Total IV	83 734	94 339	10 604	11.24
Ecarts de conversion passif (V)					
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		240 512	178 612	61 901	34.66

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT



	Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations	10		10	
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	659 665	570 722	88 943	15.58
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation				
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	12 152	19 160	7 007	36.57
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	9	5	4	82.65
Total I	671 836	589 886	81 950	13.89
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	265 805	185 286	80 519	43.46
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	2 812	2 479	334	13.46
Salaires et traitements	221 410	218 340	3 070	1.41
Charges sociales	90 069	89 499	571	0.64
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	129	1 221	1 092	89.44
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	3	39	36	92.12
Total II	580 228	496 863	83 365	16.78
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	91 608	93 023	1 415	1.52

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT



	Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	97, Av. Jean-Baptiste Lully, 13000 TOULON Siren 487 973 695 Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV				
2. Résultat financier (III-IV)				
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	91 608	93 023	1 415	1.52
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Total V				
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	451		451	
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Total VI	451		451	
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	451		451	
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	18 652	13 803	4 849	35.13
Total des produits (I+III+V)	671 836	589 886	81 950	13.89
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	599 331	510 666	88 665	17.36
5. EXCEDENT OU DEFICIT	72 505	79 220	6 715	8.48



ANNEXE

SOMMAIRE

Faits caractéristiques de l'exercice	X
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	X
Permanence ou changement de méthodes	X
Informations générales complémentaires	X
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	X
Etat des amortissements	X
Etat des provisions	X
Etat des échéances des créances et des dettes	X
Evaluation des immobilisations corporelles	X
Evaluation des créances et des dettes	X
Charges à payer	X
Charges et produits constatés d'avance	X
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT	
Rémunération des dirigeants	X
Ventilation de l'effectif moyen	X
Honoraires des commissaires aux comptes	X

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024



Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 240 512,28 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 671 836.12 Euros et dégageant un excédent de 72 504.96 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Suite à la décision du conseil d'administration en date du 19 janvier 2022, le taux de TVA appliqué sur les prestations est de 5.5%. Dans l'hypothèse d'un taux plein applicable sur l'exercice, le risque concernant les opérations 2024 est évalué à 96 k€ (hors majoration, pénalité et intérêt de retard). Aucune provision n'est comptabilisée et le risque se cumulant, le total du risque est actuellement de 238 K€ (pour mémoire, le risque de 2022 est évalué à 60 K€, et celui de 2023 à 82 k€).

Continuité d'exploitation:

Le risque relatif au taux de TVA applicable aux prestations a fait naître une incertitude sur la continuité d'exploitation de l'association. En effet l'application du taux normal de TVA (versus 5,5 % actuellement) sur les prestations serait de nature à remettre en cause le modèle économique de l'association et sa solvabilité. Toutefois l'association avec le commissaire aux comptes ont initié des consultations qui pourraient aboutir à une exonération de TVA sur les prestations. C'est la raison pour laquelle l'association a estimé que l'utilisation du principe de continuité d'exploitation était approprié pour l'établissement des comptes.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC



ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'association ACORE a pour objet social :

- De promouvoir des actions visant à améliorer la qualité des soins et du prendre soin
- D'aider les professionnels de santé du secteur sanitaire et médico-social à accomplir leurs missions
- D'aider les professionnels de santé à l'application des bonnes pratiques professionnelles et des recommandations HAS en particulier
- De répondre aux besoins d'appui à la coordination des professionnels de santé, et plus largement de tous les acteurs du parcours de soins du patient
- De participer à tous travaux portant sur l'expérimentation de nouveaux modes de coordinations des soins ou l'évaluation de l'impact de la coordination mise en œuvre sur le parcours des patients
- De participer directement ou indirectement aux actions déléguées par les pouvoirs publics
- D'organiser ou de porter des prestations de télé-médecine
- De gérer pour son compte ou le compte de ses adhérents, les ressources humaines, financières ou logistiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

ACORE a pour but de mettre en place une solution de télé-coordination médicale en EHPAD visant à :

- Améliorer les pratiques professionnelles
- Renforcer la sécurisation des soins
- Promouvoir la qualité et le confort de vie du résident.

Les finalités poursuivies par le déploiement du dispositif gravitent autour des axes stratégiques et opérationnels suivants :

- Participer au processus de préadmission en délivrant un avis médical sur l'adéquation des capacités et ressources de l'EHPAD à la situation du résident.
- Veiller, dans le cadre de la prise en soins, au respect des principes de la "Charte des droits et libertés de la personne accueillie" et des engagements du contrat de séjour, notamment s'agissant du point essentiel que constitue l'élaboration et la mise en œuvre du PAP et de ses objectifs associés.
- Promouvoir la qualité et le confort de vie du résident, en inscrivant l'EHPAD dans une logique de prévention des risques associés à la perte d'autonomie.
- Renforcer les volets "organisation", "continuité" et "sécurité" des soins à l'appui d'une concertation régulière et soutenue avec l'équipe soignante et la direction de l'EHPAD.
- Améliorer les compétences des professionnels par l'analyse des pratiques qui concourent notamment à la réalisation effective des missions réglementaires de l'EHPAD.
- Maintenir un socle minimal d'organisation des axes fondamentaux de la prise en soins : troubles psycho-comportementaux, prévention de la perte d'autonomie, nutrition-hydratation, chutes et contentions, douleur et accompagnement en fin de vie.
- Apporter le concours nécessaire à la définition et la mise en œuvre du projet de soins de l'EHPAD et aux objectifs associés inscrits au CPOM.
- Élaborer un système d'indicateurs de suivi des bonnes pratiques professionnelles pour chacun des axes d'effort.
- Faciliter la préparation de la coupe Pathos et GMP grâce à la traçabilité imposée par la méthodologie du dispositif "@CORE-88".



ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- Organiser l'audit annuel de maîtrise des risques infectieux et médicamenteux.
- Coordonner, commenter et valider la production pluridisciplinaire du rapport d'activité médicale annuel avant envoi à l'ARS.
- Concourir à l'atteinte des critères du nouveau référentiel de l'évaluation externe HAS.

Les moyens employés sont les suivants :

- Une équipe composée de médecins télé-coordonateurs expérimentés et qualifiés en gériatrie
- Une direction médicale
- Une direction opérationnelle
- Des outils numériques de connexion à distance
- Une base de données constituée d'outils, de protocoles, de formulaires, de recommandations de bonnes pratiques, de supports de formation, etc.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	2 400		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	2 575		
TOTAL	2 575		
TOTAL GENERAL	4 975		

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			2 400	2 400
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			2 575	2 575
TOTAL			2 575	2 575
TOTAL GENERAL			4 975	4 975

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	2 400			2 400
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	2 446	129		2 575
TOTAL	2 446	129		2 575
TOTAL GENERAL	4 846	129		4 975



ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires
				Dotations Reprises
Matériel de bureau informatique mobilier	129			
TOTAL	129			
TOTAL GENERAL	129			

Etat des provisions

Néant

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres créances clients	98 959	98 959	
Taxe sur la valeur ajoutée	10 585	10 585	
Débiteurs divers	13 550	13 550	
TOTAL	123 093	123 093	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	27 885	27 885		
Personnel et comptes rattachés	17 263	17 263		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	25 891	25 891		
Impôts sur les bénéfices	4 848	4 848		
Taxe sur la valeur ajoutée	5 159	5 159		
Autres impôts taxes et assimilés	2 688	2 688		
TOTAL	83 734	83 734		

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 896
Dettes fiscales et sociales	24 600
Total	29 496



ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Charges et produits constatés d'avance

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Rémunération des dirigeants

Ci-dessous les rémunérations BRUTES les plus élevés des 3 cadres salariés:

- Mr PERRY: 67 938 euros
- Mme GONZALES: 39 753 euros
- Mme KNECHT: 30 335 euros

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	2
Agents de maîtrise et techniciens	1
Total	3

Equivalent temps plein

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 2040 euros HT, décomposés de la manière suivante :

- 2040 € HT honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes.